

Pau, le 13 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0159

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-30 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal en date du 10 mai 1988 réglementant le stationnement et le régime de priorité au carrefour formé par l'avenue Honoré Baradat avec la rue Pasteur Cadier et la rue Chanoine Laborde ;  
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;  
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;  
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par l'avenue Honoré Baradat, la rue du chanoine Laborde, et la rue du pasteur Alphonse Cadier ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal en date du 10 mai 1988 qui réglementait le régime de priorité au carrefour formé par l'avenue Honoré Baradat avec la rue Pasteur Cadier et la rue Chanoine Laborde est abrogé.

**ARTICLE 2** – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par l'avenue Honoré Baradat, la rue du chanoine Laborde, et la rue du pasteur Alphonse Cadier.  
En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant rue du chanoine Laborde et la rue du pasteur Alphonse Cadier doivent céder la priorité aux véhicules circulant avenue Honoré Baradat.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **04 MAI 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire